



l'étincelle

*Pénurie de semi-conducteurs :
Pas question d'accepter
des semi-salaires !*

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 25 mai 2021

« Prends 100 balles et casse-toi » ?

C'était la reprise, les patrons faisaient la fête : il fallait donc que les salariés dansent. Mais juste au moment où le gouvernement prenait le temps d'expliquer que le pouvoir d'achat avait augmenté pendant son mandat (car personne ne s'en était aperçu), les prix de l'énergie, de l'alimentation et d'autres produits de base explosaient. Le prix du carburant dépassait début octobre celui atteint au début de la crise des Gilets jaunes. De quoi donner quelques sueurs froides au président des patrons...

Les prix flambent ? Voilà une goutte d'eau

Face à l'explosion des prix, après quelques blocages et un chèque pour les plus précaires, Jean Castex avoue lui-même qu'on est encore loin du compte. Il y va donc de son aumône électorale : 100 euros distribués à tous ceux qui gagnent moins de 2000 euros par mois. Un minuscule bol d'air avant d'aller retourner se noyer. Rien qui compense les centaines d'euros en plus qui s'accumulent dans les dépenses et les factures depuis des mois. Le tout financé avec de l'argent public, le nôtre, les impôts et les taxes que paient les travailleurs : remplir la poche gauche en puisant dans la droite.

Le gouvernement parle d'indemnité « classe moyenne ». Il avoue surtout qu'en dessous de 2000 euros par mois, on galère. Ce qui concerne 38 millions de personnes. Et encore : parmi cette « classe moyenne », on comptait 12 millions de personnes sous le seuil de pauvreté au printemps 2021. Crise ou reprise, on trinque toujours.

Et les milliardaires s'enrichissent.

À l'extrême droite, les vendeurs de fumée...

Quand la misère monte, les démagogues haineux en profitent. Le Pen et Zemmour montent avec les prix. Ils se disent « anti-système », mais ça ne les empêche pas d'être eux aussi des candidats des patrons. Pour Zemmour, l'augmentation du Smic est une « mesure démagogique » et « la France ne travaille pas assez ». Le Pen ne veut pas non plus entendre parler d'augmentation des salaires : cela « fait peser une charge sur les entreprises ». La baisse de l'âge de la retraite qu'elle dit promettre ? Conditionnée à l'équilibre budgétaire... et la candidate nous parle déjà du moment où elle la déclarera impossible « faute d'argent ».

Et les milliardaires s'enrichissent.

... et leurs imitateurs du gouvernement Macron

Même musique aigrette au gouvernement : aussitôt élu pour faire barrage à l'extrême droite, voilà Macron qui lui ouvre grand portes et fenêtres. Loi Asile-immigration, Sécurité globale, Séparatisme... Et Darmanin peut qualifier Le Pen de « trop molle ». Tout comme Zemmour, le gouvernement veut « remettre la France au travail ». Il y a pénurie de main-d'œuvre ? Surtout pas de hausses des salaires : baissions les allocations chômage pour que les travailleurs acceptent les pires jobs.

Car les milliardaires doivent s'enrichir.

38 millions de réfractaires ?

Le gouvernement a bien fait le décompte de cette « classe moyenne » du bas de l'échelle, de plus en plus nombreuse. Et pour cause, il la craint. Il sait à quel point nos aspirations sont les mêmes : intérimaires et prestataires, CDI ou CDD, salariés ou retraités. Il a peur de notre colère qui pourrait déboucher sur un tous ensemble, peur de notre organisation et tente de lâcher un peu de lest. Mais si peu que tout le monde en rigole. Les Gilets jaunes ont montré l'exemple il y a trois ans et hantent encore le président des riches.

Et si on empêchait les milliardaires de s'enrichir, en nous mobilisant, à 38 millions, pour imposer

- pas un salaire, pas une pension, pas une allocation en dessous de 2000 euros,
- l'indexation de nos revenus sur la hausse des prix

Pour mettre en place ces mesures d'urgence il faudra des luttes d'ensemble du monde du travail, organisées et décidées. **C'est ce que défend notre candidat Philippe Poutou dans sa campagne pour les élections présidentielles. C'est ce qu'il faut défendre partout où nous le pouvons sans attendre.**

Cléon-le bec aux grands patrons !

Avec des débrayages en hausse à Cléon, 600 grévistes le 4 octobre puis 750 le 12, la direction de Renault a finalement annoncé des « ajustements » aux mesures prévues pour 2022-2024, notamment le maintien de 100 % de la rémunération associée aux pauses de 20 min pour les salariés actuels. C'est ainsi qu'on se fera respecter et qu'on arrêtera le rouleau-compresseur de la direction !

Non à la division entre les générations

La direction voulait geler de nos salaires sur plusieurs années grâce au non paiement des 20 minutes de pause. Face au début de mobilisation à Cléon, Lardy, Le Mans, Villaroy, etc. elle a reculé sur ce point, mais elle veut toujours l'appliquer aux nouveaux embauchés. Une « clause du grand-père » inspirée de la réforme des retraites d'Edouard Philippe. Vingt minutes non rémunérées par jour correspondent presque à une journée de travail par mois... alors même que Renault a renoué avec les bénéficiaires (368 millions au 1^{er} semestre) ! Pour nous, la clause du grand-père, c'est que les futures générations profitent des fruits de nos luttes.

Leur monde et le nôtre

Le directeur de l'ingénierie mécanique, Ph. Brunet a eu droit la semaine dernière à sa page de gloire dans Le Monde. L'article en question qui ne tarit pas d'éloges sur la transition organisée par Renault du moteur thermique à l'électrique, rappelle au passage que les emplois des 1200 ingénieurs motoristes sont particulièrement menacés, car « *étroitement tributaire[s] de la volonté de Renault de récupérer certaines activités actuellement sous-traitées* ». Encore et toujours du chantage à l'emploi pour avoir le maximum d'aides de l'État et garantir les profits des actionnaires. Renault a pourtant bien assez d'argent pour garantir l'ensemble de nos emplois, que ce soit avec des moteurs thermiques ou électriques.

Chacun pour soi, l'avantage pour eux

Le climat d'incertitude entretenu par la direction vise à nous faire partir les uns après les autres, en poussant au chacun pour soi pour éviter des réactions collectives. Mais ce n'est pas en espérant passer entre les gouttes qu'on va s'en sortir. Au contraire, individuellement, on est tous perdants. Car l'avenir de nos emplois est un problème global. S'il faut reconverter nos activités, c'est aux patrons de payer. Et pour leur imposer, il faudra un rapport de force collectif. Seul, on est forcé d'accepter le moindre mal. Ensemble, on peut imposer nos exigences : qu'aucun salarié ne fasse les frais du passage à l'électrique. C'est le moment de jouer collectif !

Norme Euro 7 : ils nous enfument

La future norme Euro 7 sur les véhicules thermiques est en cours de rédaction à Bruxelles pour entrer en vigueur après 2025. Dernière de sa lignée, elle s'annonce plus stricte que les précédentes sur les émissions d'oxydes d'azote, mais aussi de méthane et de particules ultrafines. Ces véhicules sont susceptibles de rouler (et de polluer) pendant des années, mais les constructeurs et certains gouvernements trouvent la réglementation trop sévère... en réalité trop coûteuse. Alors pour préserver leurs profits, ils menacent de supprimer des postes et d'augmenter le prix des voitures. Pas question de choisir entre la pollution de l'air et le maintien de nos emplois. Pas question non plus que nos impôts servent à subventionner les profits des constructeurs, qui font du chantage à l'emploi pour gratter de l'argent public. C'est aux constructeurs de mettre les moyens pour que les travailleurs n'en fassent pas les frais, que ce soit au travail ou par la qualité de l'air.

Demonopoly

La direction a annoncé qu'elle se préparait à diviser par deux le nombre de sites tertiaires en Île-de-France. De nombreux bâtiments vont donc être « libérés » au Plessis-Robinson, à Vélizy, à Guyancourt (le Gradient, l'Avancée, Modem, Asteria, Pluton) ainsi qu'à Boulogne-Billancourt. Une fermeture massive qui ne dit pas son nom... et qui risque de s'accompagner de nouvelles réorganisations et suppressions de postes !

Cherchez l'erreur

La quasi-totalité des bâtiments de Boulogne-Billancourt (M7-M8, Quai Le Gallo, Cristallin, Kinetik) vont donc être vendus ou rendus à la location... Quant aux salariés qui y travaillent, ils seront redéployés sur d'autres sites ou dans un autre bâtiment à Boulogne... qui non seulement sera loué à un propriétaire extérieur mais qui en plus n'existe pas encore, puisqu'il est encore attendu d'un permis de construire !

Le vide et le plein

Avec la généralisation du télétravail et la mise en place des bureaux partagés, Renault a pu réaliser de substantielles économies d'entretien sur le TCR. En revanche pour nous, c'est une autre paire de manche. Certains jours de la semaine, c'est la foire d'empoigne pour trouver un bureau disponible, et une fois qu'on l'a, réussir à travailler sans être gêné par le bruit ambiant. Sans compter les queues aux cantines où le personnel est toujours en nombre insuffisant. Si il manque de la place, Renault peut toujours renoncer à vendre les bâtiments du TCR.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre